

within a World Systems approach, to a more amorphous concern with the place of the Tarascan state within the “culture area” of Mesoamerica. This somewhat disappointing transition should not be laid solely at the feet of the author, who is responding to debates in Mesoamerican archaeology and ethnohistory that simply do not seem to die, particularly within Mexican scholarship and particularly with respect to the “problem” of West Mexico. The application of a world systems perspective, with concrete instantiations of trade and influence and an ability to account for fluctuations and shifts in ties, is well suited to bypassing such parochial debates in exchange for actual economic-cum-social processes, particularly refining our data and models of the origins of the Tarascan state and its continued functioning, strengths, and weaknesses through time. Perhaps the poor state of research in West Mexico overall and, in spite of Albiez-Wieck’s best efforts to search out as much data as possible, the lack of sufficient data that incorporates archaeological techniques such as neutron activation or x-ray fluorescence on a large scale to investigate production and exchange, made a stricter application of World Systems Theory difficult at best. In such a context, the turn toward a debate of the Tarascan state’s place within Mesoamerica is an implicit admission that the data were not up to the challenge that is laid down at the beginning of the book. In that regard, Albiez-Wieck’s contribution is a welcome call for much more research into not only the Tarascan state but all of Western Mexico. Not only this, but she has also provided a very valuable sourcebook of information on a wide variety of topics that should help generate further research into pre-Hispanic West Mexico for years to come.

Dave Haskell

Bellier, Irène (éd.) : *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*. Paris : L’Harmattan, 2013. 369 pp. ISBN 978-2-343-01120-2. Prix : € 37.50

Cet ouvrage collectif a été conçu dans le sillage de l’un des ateliers organisés par l’équipe du programme de recherche SOGIP (“Echelles de gouvernance – les Nations Unies, les États et les Peuples Autochtones ; l’autodétermination au temps de la globalisation”, voir <<http://www.sogip.ehess.fr/>>), qui est financée par le Conseil européen de la recherche et dirigée – comme l’est également ce livre – par Irène Bellier. Comme l’indique son titre “Peuples autochtones dans le monde”, l’objectif de cette publication (et du programme SOGIP) est d’analyser comment s’articulent les problématiques de l’autodétermination, de l’accès aux territoires et aux ressources naturelles, de la mise en application des droits collectifs autochtones qui sont à l’intersection du global et du local. En effet, depuis les années 1980, les problèmes que rencontrent les peuples autochtones, disséminés sur les cinq continents, ont été débattus dans différentes instances onusiennes entre des représentant-e-s de ces derniers et les états dans lesquels ils ont été incorporés. Au niveau local, les modes d’interaction entre les autochtones et les non autochtones sont faits de revendications, de conflits,

mais aussi plus rarement de collaboration et de respect, avec certains autres secteurs des sociétés qui les englobent. Ces processus révèlent ainsi une diversité et une complexité des situations particulières, où les états, les politiques publiques et les systèmes juridiques nationaux occupent une place centrale. Les peuples autochtones présentent de ce fait un terrain – et un terreau – de recherche intéressant, puisque si leur étude a posé les fondements de la discipline anthropologique en donnant lieu à des monographies très localisées géographiquement, leur irruption sur la scène onusienne depuis les années 1980 a bouleversé ce localisme en donnant une dimension transnationale à leurs revendications. Revendications qui ont abouties 2007 à l’adoption de la “Déclaration des droits des peuples autochtones” (DDPA) par l’Assemblée générale des Nations Unies. Cette reconnaissance de droits collectifs particuliers mais communs à tous les peuples autochtones est porteuse d’un défi capital, tant pour les autochtones que pour les chercheur-e-s qui suivent et analysent leurs revendications au niveau international. Ce défi est d’arriver à rendre compte à la fois des aspects internationaux qui les concernent (autodétermination, droits sur les territoires et les ressources naturelles, etc.) tout en se référant à des situations locales diverses et variées qui sont *in fine* le résultat d’une histoire commune de domination, de marginalisation et d’exclusion.

C’est donc à cet exercice compliqué d’analyse et de comparaison de la situation des peuples autochtones tant au niveau global, que régional, national et local que nous invite cet ouvrage. Ce travail n’était possible qu’en réunissant un large réseau de chercheur-e-s et d’acteurs et d’actrices autochtones dont les réflexions s’inscrivent dans différents champs disciplinaires (anthropologie, sociologie, droit, géographie, politologie, etc.), qui portent sur différentes aires géographiques et contextes nationaux et locaux, dans lesquels les auteur-e-s observent et analysent comment les décisions prises au niveau international sont déclinées et affectent les autochtones. Plus de 20 auteur-e-s se succèdent ainsi au fil des 17 chapitres qui composent cet ouvrage qu’il serait trop long de discuter ici séparément. Les deux premiers sont rédigés respectivement par Rodolfo Stavenhagen (Préface), premier rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et Irène Bellier (Introduction). Ils abordent la problématique de l’ouvrage à partir des travaux réalisés au sein de l’ONU et brossent un panorama général tout en faisant émerger les acquis, les tensions, les défis, etc. que rencontrent les peuples autochtones dans les processus d’internationalisation de leurs droits collectifs. De ce fait, les chapitres qui composent le reste de cet ouvrage s’articulent de près ou de loin aux domaines juridique et politique, puisque la reconnaissance de ces droits particuliers a des effets, non seulement en termes juridiques, mais aussi dans le cadre de l’élaboration, par les états, de politiques publiques particulières.

L’ouvrage se divise en deux parties organisées thématiquement. La première s’intéresse aux enjeux liés aux processus de catégorisation sociale, que ce soit par la construction d’une catégorie juridique internationale qui a fait l’objet d’après négociations dans les instances

onusiennes (les “peuples autochtones”) ou par la manière dont les états nationaux ont catégorisé et nommé les minorités ethniques. La deuxième partie analyse comment le droit, et en particulier les dispositifs internationaux, interagissent avec les dynamiques politiques nationales notamment lorsqu’il est question de droit à la consultation et de la mise en place d’instances dédiées aux questions autochtones.

La variété et l’hétérogénéité des situations locales qui sont décrites et finement analysées au long de tout l’ouvrage rendent compte des différences qui existent entre les problématiques, les modes d’action, les contextes, les modes de colonisation, les conflits etc. auxquels sont confrontés les peuples autochtones dispersés sur quatre continents. Ces différences se reflètent par ailleurs dans la manière même dont est construit l’ouvrage, puisqu’on y observe, par exemple, une prépondérance des articles portant sur le continent américain où la question de l’autochtonie est particulièrement, et depuis longtemps, débattue. La tension entre le détail des situations locales et la volonté englobante de la DDPA est perceptible au travers de tout l’ouvrage. Les lecteurs et lectrices s’apercevront qu’ils et elles sont souvent happé-e-s par la complexité des descriptions de situations et d’enjeux liés à des contextes très particuliers qui leur font perdre de vue, pendant plusieurs pages, la dimension plus générale des revendications autochtones. Le constat qui émerge cependant clairement, et qui traverse tel un fil rouge toutes les études de cas singulières, est celui de la difficile traduction du droit international autochtone dans les droits nationaux et de sa mise en application. Comme le souligne par ailleurs Stavenhagen dans son introduction, ces questions représentent à l’heure actuelle les principaux défis pour tous les acteurs et actrices concerné-e-s. Si, comme pour beaucoup d’ouvrages collectifs, la diversité des angles d’approches dans les différents chapitres peut parfois donner l’impression d’un manque de cohérence thématique, les lecteurs et lectrices comprendront rapidement que c’est justement l’hétérogénéité des situations particulières qui rend si compliquée la mise en application du droit international autochtone et la tenue d’un discours unifié au sein du mouvement international des peuples autochtones. Les chapitres restituent ainsi l’hétérogénéité des problématiques qui se déclinent différemment pour les autochtones, en raison de leur ancrage local.

Sabine Kradolfer

Bernal, Victoria: *Nation as Network. Diaspora, Cyberspace, and Citizenship.* Chicago: The University of Chicago Press, 2014. 199 pp. ISBN 978-0-226-14481-8. Price: \$ 25.00

Since the Arab Spring the web has revealed its potential space for hosting social and political voices and negotiations. The internet has become an astonishing methodological addition to notions of multi-sited research and transnational fieldwork in contemporary anthropology. It has been incorporated in “hybrid” research by looking at social dynamics that are not only situated in the physical field where the researcher is working, but also on the web. The importance of Bernal’s fieldwork, however, is

that it does not crisscross the physical and cyborg spaces, nor is it situated around the globe according to transnational networks. Instead, Bernal’s work focuses on the web as a specifically defined and powerful social location. This book explains how the internet is a space of its own to be researched thoroughly in its complexity and political power.

Victorial Bernal merges strong theoretical notions of biopolitics, necropolitics, and bare life to analyse the power of Eritrean infopolitics. The author identifies extremely relevant connections between contemporary Eritrean political culture on the internet and governmental practices in Eritrea by developing an astonishing persuasive notion of sacrificial citizenship (especially in chap. 1). Sacrificial citizenship is the strongest point of this book as it allows the reader to understand the field of power that Eritreans at home and in the diaspora are confronted with. The dense description of sacrificial nationalism emphasises the following analysis of existing negotiations played out mainly by the Eritrean diaspora on the internet. Many Eritreanists, but also journalists and intellectuals interested in Eritrea, have been crying out for the urgent need to acknowledge the consequences of the stronghold of the Eritrean State over its citizens which affects even the diaspora. Not only does this book find interesting notions to describe the individual annihilation brought by the bio- and, more precisely, the necropolitics enacted by the Eritrean nation-state. Bernal also brilliantly describes the sophisticated rise of infopolitics, which thrive through online networks where individuals can finally be agents and subjects; they can contest and negotiate the regime’s imposition of sacrificial nationalism. “Nation as Network” unleashes the power of the web and finally brings Eritrean studies into a perspective within comparative scope and epistemological questions about human beings, power, and agency.

In “Nation as Network,” Bernal does not disperse her attention to the web as a whole, but concentrates on specific internet websites which are studied as domains for activities, interactions, conflicts, and negotiations. My impression is that she also focuses on the voices of a specific generation of Eritreans that can be generalised as those who migrated between the 70s and the 90s. Although difficult to reach, it would be interesting to have some background information about this. Bernal explains the development of three major websites, Dehai.org (especially in chap. 2), Asmarino.com, and Awate.com (especially in chapters 3 and 4), which have all become venues where Eritrean belonging, nationalism, and other types of social and political identities are played out. Throughout this book the reader is able to follow the discursive interaction of the various Eritrean webmasters and posters, and understand their relation with the Eritrean Government and the opinions discussed on broader social issues such as women’s rights and social status. By analysing two case studies (chapters 4 and 5), Bernal reveals the recent development of online Eritrean civic nationalism and the production of an array of opinions on sensitive topics that would not be discussed or contested in other sites of interaction.